

# Évolutions réglementations européennes





**Laurent BIDAULT**  
Avocat Fondateur Associé



**Matthieu VITTO**  
Président Associé d'Euro4T



- **L'Union Européenne: ses acteurs, son contexte stratégique et ses nouvelles propositions législatives**
- **IA Act, Data Act, NiS2**
- **Les fonds européens**

# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029



**Matthieu VITTO**

Président Associé  
d'Euro4T



# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029

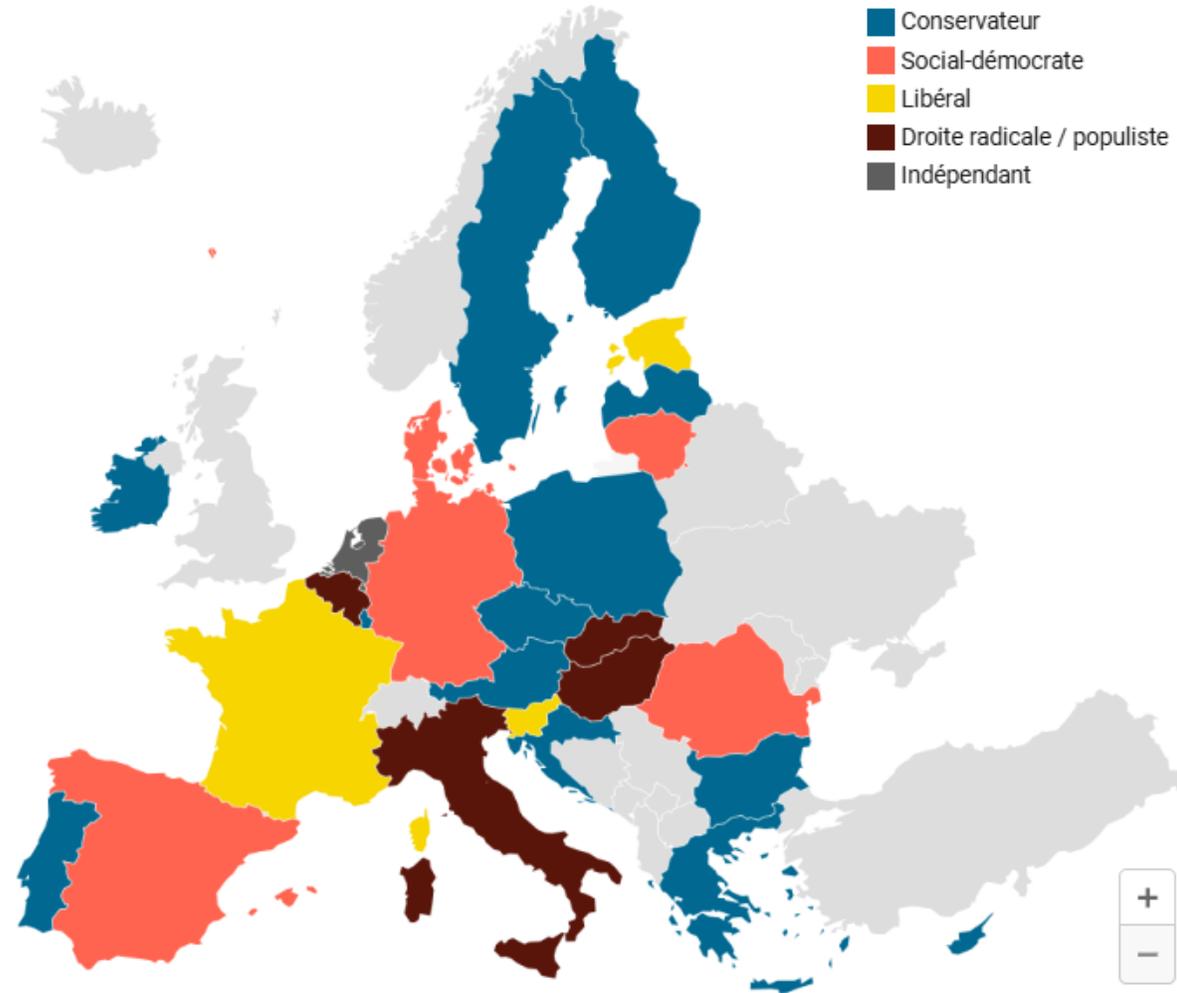


**Le conseil européen - Chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres, le président du Conseil européen (Antonio Costa) et la présidente de la Commission européenne.**

**Décide des grandes orientations et politiques de l'UE. et des priorités**

# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029

## Appartenance politique du chef de gouvernement



### *Mise à jour*

Allemagne : 24/02/25 – Victoire de la CDU et score historique du parti d'extrême droite AfD

Roumanie : Nouvelles élections les 4 et 18 mai.

Portugal : Elections législatives anticipées en mai

Situation au 3 février 2025



# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029



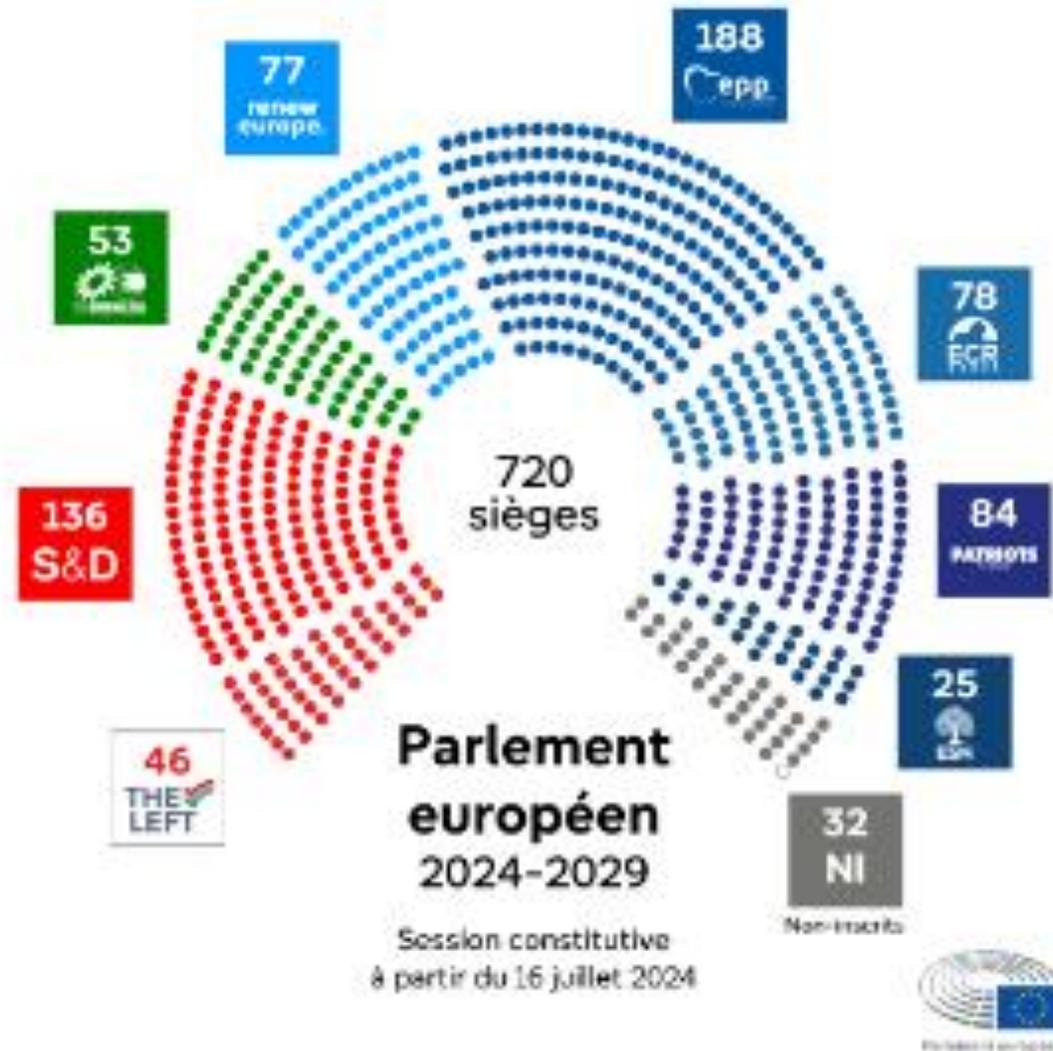
La Commission européenne.  
Défend les intérêts de l'UE.

Pour les membres de la SBA,  
veiller les initiatives de :

- Stéphane Séjourné (France)
- Teresa Ribera (Espagne)
- Henna Virkunnen (Finlande)
- + Dan Jørgensen (Danemark)



# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029

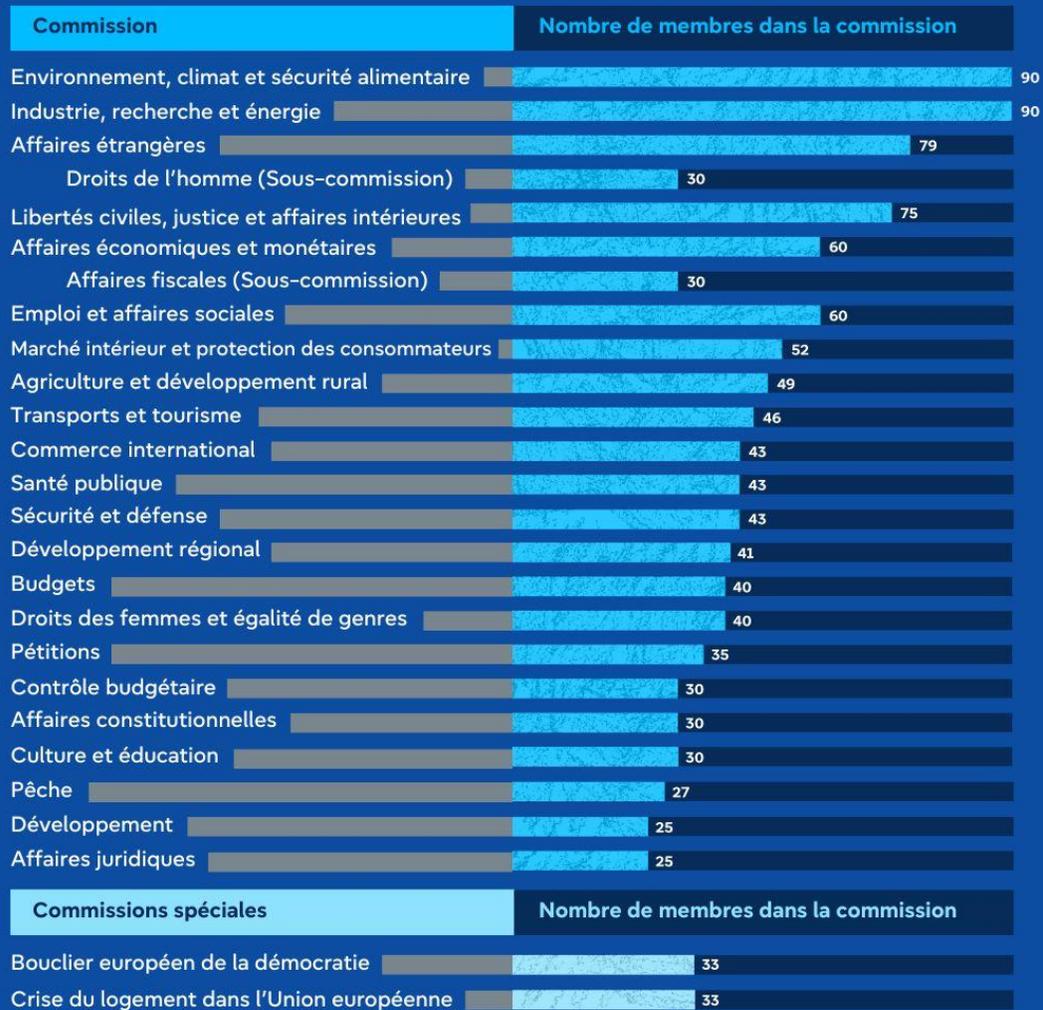


Le Parlement européen – 720 parlementaires issus des 27 Etats membres lors des élections européennes de juin 2024.

Séances plénières à Strasbourg (siège), réunions de commissions et de groupes à Bruxelles.

Une Union qui se droitise et une Commission européenne qui dispose de plusieurs options pour faire passer un texte.

# Commissions parlementaires par taille



## Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029

Les principales commissions parlementaires du Parlement européen à veiller pour la SBA :

- Environnement, climat et sécurité alimentaire (ENVI)
- Industrie, recherche et énergie (ITRE)
- Affaires économiques et monétaires (ECON)
- Marché intérieur et protection des consommateurs (IMCO)  
+ Crise du logement dans l'UE (HOUS)

# Les acteurs de l'Union européenne 2024/2029



**Le Conseil de l'UE représente les gouvernements des Etats membres.**

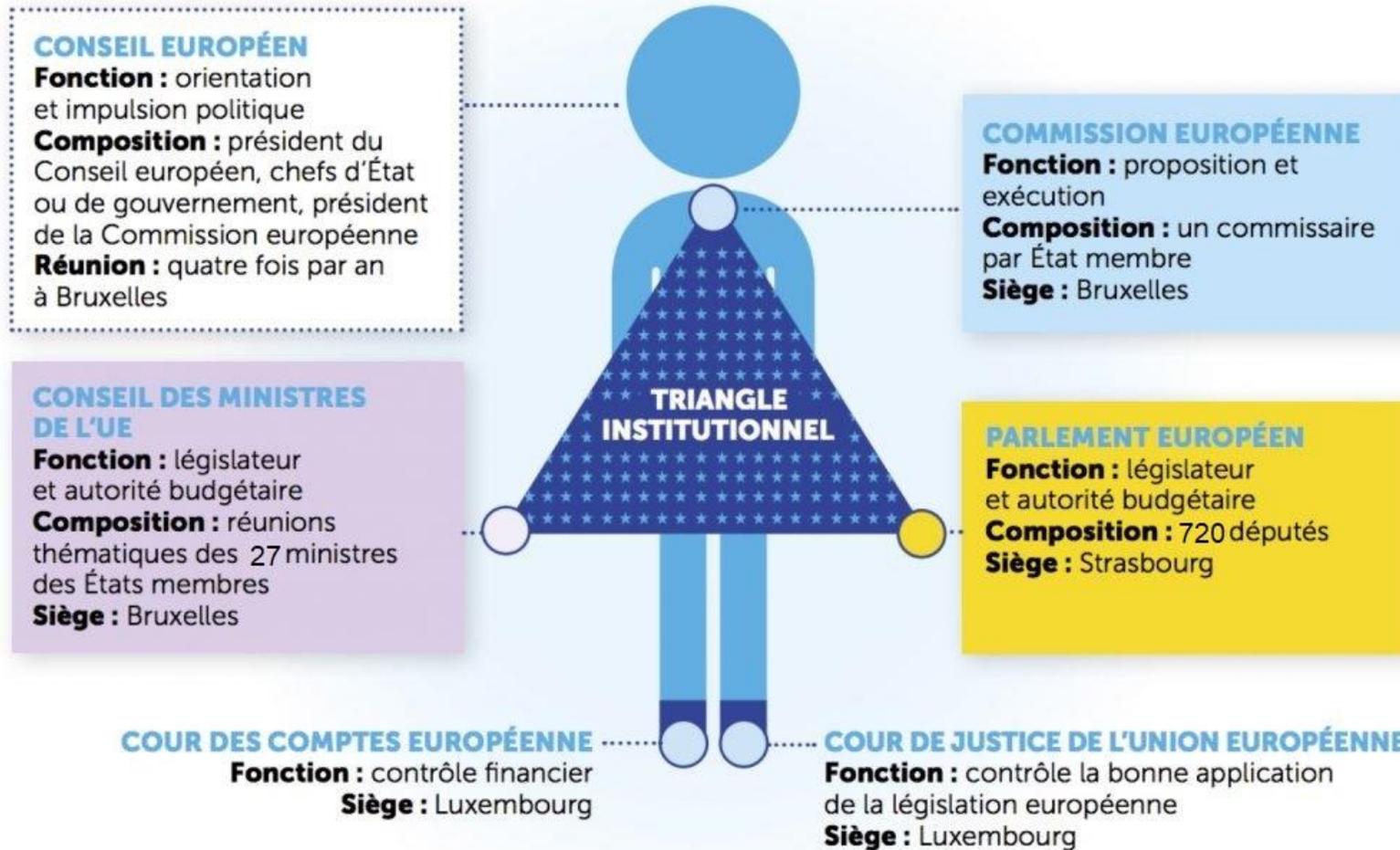
**Ministres et experts nationaux négocient et adoptent la législation de l'UE. Se réunissent en différentes formations.**

**Principe de présidence tournante tous les 6 mois.**

Poland	January-June	2025
Denmark	July-December	2025
Cyprus	January-June	2026
Ireland	July-December	2026
Lithuania	January-June	2027
Greece	July-December	2027
Italy	January-June	2028
Latvia	July-December	2028
Luxembourg	January-June	2029
Netherlands	July-December	2029
Slovakia	January-June	2030
Malta	July-December	2030

## Les institutions de l'Union européenne

Schéma développé par le Centre Europe Direct de Strasbourg.



## Exemple de la refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments

Référence de la procédure	2021/0426(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Refonte
Instrument législatif	Directive
	Abrogation Directive 2010/31 <a href="#">2008/0223(COD)</a>
Base juridique	Règlement du Parlement EP 57_o Règlement du Parlement EP 113 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 194-p2
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a> <a href="#">Comité européen des régions</a>
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ITRE/9/08002

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
<a href="#">ITRE</a> <a href="#">Industrie, recherche et énergie</a>	<a href="#">CUFFE Ciarán (Greens/EFA)</a>	14/02/2022
<a href="#">Rapporteur(e) fictif/fictive</a>		
Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
<a href="#">ENVI</a> <a href="#">Environnement, climat et sécurité alimentaire</a>	<a href="#">KANEV Radan (EPP)</a>	11/03/2022
<a href="#">TRAN</a> <a href="#">Transports et tourisme</a> (Commission associée)	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission pour avis sur la technique de la refonte	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
<a href="#">JURI</a> <a href="#">Affaires juridiques</a>	<a href="#">AUBRY Manon (The Left)</a>	01/07/2021



# Le contexte stratégique de l'Union européenne



**Matthieu VITTO**

Président Associé  
d'Euro4T



## Contexte stratégique de l'Union européenne

### La nouvelle équation de l'Union européenne ?

- **Un contexte géopolitique de plus en plus incertain avec une revue des alliances. « Guerre » commerciale avec les Etats-Unis (RDV le 2 avril).**
- **Un besoin de compétitivité et de simplification : Les rapports Draghi sur la compétitivité (investissement européen de l'ordre de 800 milliards d'euro) et Letta sur le marché unique (Comment retenir l'épargne des Européens qui part aujourd'hui vers les Etats-Unis » ?)**
- **Des objectifs climatiques (pacte vert) qui ne sont plus au premier plan mais restent fondamentaux pour la décarbonation de l'UE et l'objectif de neutralité en 2050.**
- **Des choix budgétaires contraints avec des premières discussions sur le CFP 2028-2034 et de nouveaux budgets à trouver pour rembourser la dette COVID (Next Generation EU) et l'investissement à venir dans le secteur de la défense (Plan ReArm Europe).**

# 🔍 Contexte stratégique de l'Union européenne



**20 mars 2024 – Extraits des conclusions du Conseil européen sur la compétitivité, la défense et la sécurité européennes et les migrations.**

## Compétitivité et simplification

- « L'année 2025 devrait donc marquer **un changement radical dans l'action de l'UE visant à stimuler la compétitivité**, à renforcer le marché unique, à promouvoir des emplois de qualité et à assurer la réussite de cette double transition, **conformément aux objectifs climatiques convenus.** »
- « Accorder la **priorité à la simplification et à la réduction des charges réglementaires et administratives**, à la **baisse des prix de l'énergie** et à la **mobilisation de l'épargne privée** pour débloquer les investissements nécessaires dans l'économie de l'UE ».
- « Invite la Commission et les colégislateurs à s'efforcer **d'atteindre l'objectif de réduction du coût de toutes les charges administratives d'au moins 25 % et d'au moins 35 % pour les PME** »



**20 mars 2024 – Extraits des conclusions du Conseil européen sur la compétitivité, la défense et la sécurité européennes et les migrations.**

## Défense

- « Appelle à une accélération des travaux dans tous les domaines afin d'accroître de manière décisive la **préparation de l'Europe en matière de défense au cours des cinq prochaines années** »
- « Rappelle qu'une **UE plus forte et plus performante dans le domaine de la sécurité et de la défense apportera une contribution positive à la sécurité mondiale et transatlantique et est complémentaire de l'OTAN**, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective. »

# Les grandes priorités de la nouvelle Commission européenne

## 3 piliers et 5 catalyseurs

- 1. Combler l'écart en matière d'innovation
  - 2. Une feuille de route commune pour la décarbonation et la compétitivité
  - 3. Réduire les dépendances excessives et renforcer la sécurité
- 
- 1. Simplification
  - 2. Supprimer les obstacles au marché unique
  - 3. Financement
  - 4. Compétences et emplois de qualité
  - 5. Une meilleure coordination



# Programme de travail de la Commission européenne

Pour les membres de la SBA



No.	Policy objective	Initiatives
<b>A new plan for Europe's sustainable prosperity and competitiveness</b>		
1.	<b>Competitiveness</b>	<b>Competitiveness Compass</b> (non-legislative, Q1 2025)
2.	<b>Competitiveness</b>	<b>Single Market Strategy</b> (non-legislative, Q2 2025)
3.	<b>Simplification</b>	<b>First Omnibus package on sustainability</b> (legislative, Q1 2025)
4.	<b>Simplification</b>	<b>Second Omnibus package on investment simplification</b> (legislative, Q1 2025)
5.	<b>Simplification</b>	<b>Third Omnibus package, including on small mid-caps and removal of paper requirements</b> (legislative, Q2 2025)
6.	<b>Simplification</b>	<b>Revision of the Sustainable Finance Disclosure Regulation</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q4 2025)
7.	<b>Simplification</b>	<b>Digital package</b> (legislative, incl. impact assessment, Q4 2025)
8.	<b>Simplification</b>	<b>European Business Wallet</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q4 2025)
9.	<b>Competitiveness and Decarbonisation</b>	<b>Clean Industrial Deal</b> (non-legislative, Q1 2025)
		<b>Action plan on affordable energy</b> (non-legislative, Q1 2025)
10.	<b>Competitiveness and Decarbonisation</b>	<b>Industrial Decarbonisation Accelerator Act</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q4 2025)



# Programme de travail de la Commission européenne

Pour les  
membres  
de la SBA



No.	Policy objective	Initiatives
11.	<b>Competitiveness and Decarbonisation</b>	<b>EU Start-up and Scale-up Strategy</b> (non-legislative, Q2 2025)
12.	<b>Competitiveness</b>	<b>Communication on a Savings and Investments Union</b> (non-legislative, Q1 2025)
		<b>Review of the Securitisation Framework</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q2 2025)
13.	<b>Innovation</b>	<b>Digital Networks Act</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q4 2025)
14.	<b>Innovation</b>	<b>AI Continent Action Plan</b> (non-legislative, Q1 2025)
15.	<b>Innovation</b>	<b>Quantum Strategy of EU</b> (non-legislative, Q2 2025)
16.	<b>Competitiveness</b>	<b>EU Space Act</b> (legislative, incl. impact assessment, Article 114 TFEU, Q2 2025)
17.	<b>Competitiveness and Decarbonisation</b>	<b>Bioeconomy Strategy</b> (non-legislative or legislative, Q4 2025)
18.	<b>Simplification</b>	<b>Targeted revision of the REACH Regulation</b> (legislative, Article 114 TFEU, Q4 2025)
19.	<b>Security</b>	<b>Roadmap towards ending Russian energy imports</b> (non-legislative, Q1 2025)
20.	<b>Competitiveness and Decarbonisation</b>	<b>Sustainable Transport Investment Plan</b> (non-legislative, Q3 2025)



# Des nouvelles propositions législatives européennes



**Matthieu VITTO**

Président Associé  
d'Euro4T



## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



### Le premier paquet Omnibus

Objectif :

- ✓ Un instrument législatif qui permet de rouvrir plusieurs textes en même temps et non un par un.
- ✓ **Déployer un effort de simplification sans précédent**, en réduisant d'au moins 25 % les charges administratives et d'au moins 35 % celles pesant sur les PME d'ici la fin du mandat actuel.
- ✓ Viser une série de mesures de l'UE qui renforce la responsabilité des entreprises en matière de durabilité. 4 principales législations issues du pacte vert : **CSRD/CSDDD/Taxe carbone aux frontières/taxonomie**.
- ✓ Avoir un impact direct sur les entreprises.

Patronat français plutôt mesuré : Satisfaction pour les PME, déception pour les entreprises de + de 1000 salariés.

*Prochain omnibus annoncé mi-avril sur les entreprises de petites capitalisations financières avec la création d'une nouvelle catégorie d'entreprises. Un texte prévu sur le numérique, un autre sur la défense.*

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



Directive (UE) 2022/2464 en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (« Corporate Sustainability Reporting Directive »)

- Introduit de nouvelles règles relatives à la **publication d'informations en matière de durabilité**.
- Impose aux grandes entreprises de publier **des informations sur les risques sociaux et environnementaux auxquels elles sont exposées et sur les incidences de leurs activités sur les personnes et l'environnement** (Notion de double matérialité).
- Aider les investisseurs et les autres parties prenantes à **évaluer les performances des entreprises en matière de durabilité**.

Devait s'appliquer aux entreprises de + de 250 collaborateurs, un CA de 50 millions d'euros ou un total de bilan de 25 millions d'euros.

**O  
M  
N  
I  
B  
U  
S**

Limitation des obligations aux entreprises de plus de 1 000 salariés (et CA de + de 50 millions d'euros ou un total de bilan de 25 millions d'euros).

Report d'un an, à 2028, de toutes les obligations de déclaration pour les entreprises qui doivent publier leurs déclarations en 2026 et 2027.

Adoption de la norme VSME (Voluntary reporting standard for SMEs), norme volontaire pour les PME.

La CSRD

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



Directive (UE) du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

La CSDDD

- **Devoir de vigilance des entreprises** (Pas encore en application).
- Impose des obligations aux entreprises pour **prévenir, atténuer et stopper les impacts négatifs de leurs activités sur les droits humains et sur l'environnement.**
- Les entreprises, ainsi que leurs partenaires en amont et en aval, **doivent prendre des mesures concrètes pour prévenir les violations des droits humains et la dégradation de l'environnement. (Smart Building)**
- Réalisation de cartographies des risques, la mise en place de plans de prévention, d'atténuation des impacts négatifs potentiels ou réels, création de mécanismes de plaintes.

**O  
M  
N  
I  
B  
U  
S**

Davantage de temps pour se préparer à se conformer aux nouvelles exigences en **reportant d'un an (au 26 juillet 2028) l'application**

**Réduction des charges et effets sur les PME en limitant la quantité d'informations qui peuvent leur être demandées dans le cadre de la cartographie de la chaîne de valeur par les grandes entreprises;**

**Concentration des exigences sur les partenaires commerciaux directs**

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



Règlement 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables

### Taxonomie



- Classification des activités économiques ayant un effet favorable sur l'environnement. Objectif d'orienter les investissements sur des activités durables.
  - À partir du 1er janvier 2024, l'obligation de publier des informations sur la durabilité de leurs activités s'élargit à 50 000 entreprises.
  - Activité durable si elle correspond à au moins l'un des six objectifs suivants :
    - Atténuation du changement climatique ;
    - Adaptation au changement climatique ;
    - Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines ;
    - Transition vers une économie circulaire ;
    - Contrôle de la pollution ;
    - Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes
- O** Champ d'application aligné sur celui de la CSRD
- M** Taxonomie volontaire pour les sociétés de + 1000 salariés et – 450 M€ de CA.
- N** Flexibilité dans le choix des 6 critères et souplesse dans l'application de Do No Significant Harm
- I** Simplification des modèles de reporting, .
- B** Exemption de l'évaluation de l'éligibilité à la taxonomie et de l'alignement de leurs activités économiques qui ne sont pas financièrement significatives pour leur activité
- U**
- S**

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



Règlement (UE) 2023/956 du  
10 mai 2023  
établissant un mécanisme  
d'ajustement carbone aux  
frontières (Carbon Border  
Adjustment Mechanism)

Le MACF

- Instrument réglementaire européen qui vise à soumettre les produits importés dans le territoire douanier de l'UE à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée aux industriels européens fabriquant ces produits.
- Lutter contre les fuites de carbone, dans un contexte de renforcement de l'ambition climatique au niveau européen
- S'applique uniquement à certaines marchandises fortement exposées au risque de fuite de carbone : Acier ; Ciment ; Aluminium ; Engrais azotés ; Hydrogène
- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, seuls les importateurs « déclarant MACF » seront autorisés à importer ces éléments dans l'UE.

**O**  
**M**  
**N**  
**I**  
**B**  
**U**  
**S**

Simplification des processus et réduction des formalités administratives.

Exemption des petits importateurs (Seuil maximal de 50 tonnes par an) -> 90% des entreprises exemptées

Respect des obligations de déclaration

Simplification de l'autorisation des déclarants, le calcul des émissions, les exigences de déclaration et le respect de la responsabilité financière.

Renforcement des dispositions anti-abus et en élaborant une stratégie anticcontournement conjointe avec les autorités nationales.

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



Règlement (UE) 2021/523  
établissant le programme  
InvestEU

INVEST EU

- Destiné à soutenir les investissements prioritaires au sein de l'Union,
- Rôle essentiel pour lever les obstacles financiers
- Stimule les investissements nécessaires à la compétitivité, à la recherche et à l'innovation, à la décarbonation, à la durabilité environnementale et au développement des compétences. **(Smart Building)**

Accroître la capacité d'investissement de l'UE en utilisant les rendements des investissements passés, ainsi qu'en optimisant l'utilisation des fonds encore disponibles au titre des instruments hérités du passé

- O** Mobiliser 50 milliards d'euros d'investissements publics et privés supplémentaires.
- M** Financer des activités plus innovantes à l'appui de politiques prioritaires, telles que la boussole pour la compétitivité et le pacte pour une industrie propre;
- N** Aider les États membres à contribuer au programme, à soutenir leurs propres entreprises et à mobiliser des investissements privés;
- I** Simplifier les exigences administratives pour les partenaires chargés de la mise en œuvre, les intermédiaires financiers et les bénéficiaires finaux, les PME

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes

- Stimuler la compétitivité et assurer la résilience économique
- Décarboner l'industrie et surtout celle qui consomme beaucoup d'énergie.
- Poursuivre l'agenda de décarbonation
- 100 milliards d'euros pour soutenir la décarbonation et les technologies propres européennes (**Smart Building**)
- Renforcement d'Invest EU
- Création d'une banque de la décarbonation industrielle
- Mobiliser un milliard d'euros dans le cadre du fonds d'innovation pour soutenir les secteurs de la cleantech et la décarbonation des sites industriels européens
- Création d'un **nouvel instrument dédié aux projets de décarbonation et à l'électrification**, grâce aux revenus du marché du carbone



Pacte pour l'industrie propre –  
*Communication chapeau* présentée par  
la Commission le 26 février 2025

Clean industrial Act

## Présentation de nouvelles propositions législatives européennes



### A noter aussi

#### + Un plan d'action pour une énergie abordable pour :

- Rendre la facture d'électricité plus abordable ;
- Réduire le coût de l'approvisionnement en électricité ;
- Assurer le bon fonctionnement des marchés du gaz ;
- Efficacité énergétique - réaliser des économies d'énergie (**Smart Building**)
- Achever l'union de l'énergie ;
- Garantir la sécurité d'approvisionnement pour la stabilité des prix ;
- Préparation à la crise des prix

+ Une loi à venir sur l'**Accélérateur de Décarbonation Industrielle**, pour introduire des critères de résilience et de durabilité pour favoriser une offre européenne propre pour les secteurs intensifs en énergie.

+ **Des critères de contenu local pour booster le Made in Europe** (réforme des marchés publics en 2026), préférence européenne

+ le report de l'inscription de l'objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de l'UE de 90 % d'ici à 2040 (par rapport à 1990).



# IA ACT, DATA ACT, NIS 2...



**Laurent  
BIDAULT**

Avocat Fondateur

Associé



IA Act

Data Act

Règlement NiS 2





# IA ACT



**Laurent  
BIDAULT**

Avocat Fondateur

Associé



## IA & BATIMENT : QUELQUES CAS D'USAGE



**Sourcing, Veille réglementaire**



**Analyse de grandes quantités de données**



**Assistant dans la conception et le suivi de chantier**



**Automatisation des tâches administratives**



**Automatisation de la création des DOE**



**Assistant lors de l'exploitation maintenance (optimisation des flux, suivi en temps réel)**

Source : FFBTP



# Les risques liés à l'usage de l'IA



Confidentialité  
des données



Atteinte aux droits  
d'auteurs



Biais  
discriminatoires  
et défaut de  
fiabilité



Transparence  
et opposabilité

ACTUS

## ChatGPT est interdit en Italie

### ChatGPT : Première fuite de données personnelles pour l'IA

Par Dimitri Rhodes | 30 mars 2023

OpenAI a résolu un bug de son intelligence artificielle ChatGPT, qui...

### ChatGPT: Optimizing Language Models for Dialogue

### Workday accused of AI discrimination against applicants

by Jo Faragher | 23 Feb 2024



### INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Reconnaissance vocale IA générative Machine learning Computer vision Deep learning

### IA générative : Google embarrassé par les réponses erronées de son moteur de recherche

... mine d'or informationnelle... mais encore faut-il savoir faire le... C'est le problème qu'a rencontré la nouvelle fonctionnalité AI... recherche de Google au cours du week-end. Incapable de faire... reddit à forte valeur ajoutée et une réponse facétieuse, le... utilisateurs de mettre de la colle dans leur pizza ou de manger

Sommaire

Aucun article trouvé

Abonne toi, la force tu trouveras

# L'IA Act : innover sans sacrifier l'éthique et la sécurité



Objectif : améliorer le marché européen en encourageant l'utilisation d'une intelligence artificielle **sûre, respectueuse des droits de l'homme** et protégeant la **santé, la sécurité et l'environnement**

## Les acteurs concernés

- Fournisseurs
- Déployeurs
- Mandataires
- Importateurs
- Distributeurs

## Les sanctions

- Jusqu'à **35 millions** d'euros ou **7%** du chiffre d'affaires annuel pour les pratiques prohibées et **3%** pour les autres manquements

## La régulation

- Un régulateur au niveau européen et national
- En France la désignation de l'autorité administrative n'est pas déterminée : CNIL ? ARCOM ? Les deux ? Une nouvelle autorité ?

# La réponse de l'IA Act

## Encadrer...

### Les modèles d'intelligence artificielle

### Les systèmes d'intelligence artificielle

Une **bricole technologique** qui peut être utilisée dans plusieurs systèmes (ex. GPT-4)

L'IA Act vise particulièrement les modèles d'IA qui présentent un **risque systémique** et impose :

- des **obligations de transparence** sur leur documentation technique et leurs données d'entraînement
- des **audits de sécurité** sur les risques, notamment cyber
- Des exigences de **qualité des données utilisées** dans la mise au point des algorithmes et le **respect des droits d'auteur**

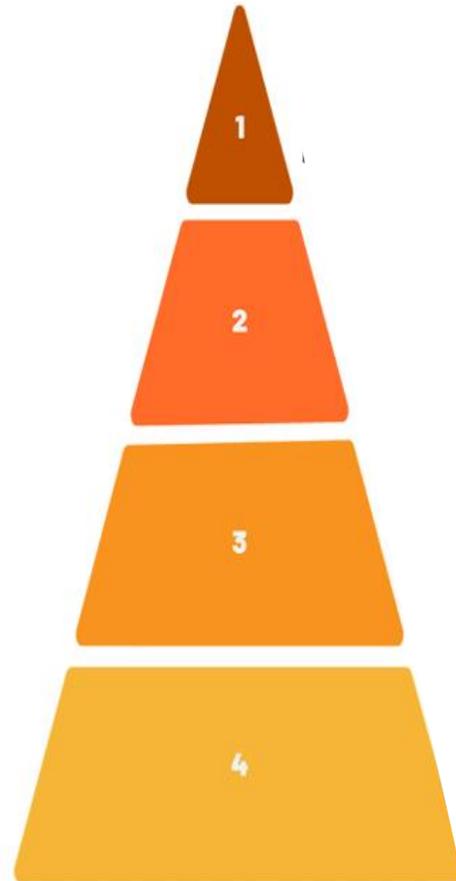
Une **application concrète** qui peut avoir un impact sur la société et les droits fondamentaux (ex. analyse automatisée de CV par un logiciel RH intégrant l'usage de l'IA).

- L'IA Act impose des obligations strictes aux systèmes d'IA en fonction de leur **niveau de risque**

# Systemes d' IA : des contraintes proportionnees aux dangers



Le règlement adopte  
une **approche fondée**  
sur les risques.



## Risque inacceptable

Exemples : notation sociale, recours à des techniques subliminales, surveillances massives

- **Interdictions** visant des applications contraires aux valeurs européennes

## Risque élevé

Exemples : systèmes biométriques, systèmes utilisés dans le recrutement

- **Exigences renforcées** (contrôle humain sur la machine, l'établissement d'une documentation technique, mise en place d'un système de gestion du risque,...)

## Risque spécifique en matière de transparence

Exemple : recours à des chatbot

## Risque minime

Exemple : jeu vidéo fondé sur l'IA

# L'entrée en application progressive de l'IA ACT





# DATA ACT



**Laurent  
BIDAULT**

Avocat Fondateur

Associé



### Qu'est-ce qu'une donnée ?

*“Toute représentation numérique d'actes, de faits ou d'informations et toute compilation de ces actes, faits ou informations, notamment sous la forme d'enregistrements sonores, visuels ou audiovisuels”*

*Data Governance Act. 2022*

## Objectif de la Politique de l'UE en matière de données

« Meilleur accès aux données et un cadre assurant leur utilisation responsable » afin de « créer de la valeur pour l'économie et la société »

## Dans la continuité...

Texte en continuité du RGPD et du Data Governance Act

## Ambition du texte

Faciliter l'utilisation des données industrielles et non-personnelles

## Entrée en vigueur

Entrée en vigueur effective le 12 septembre 2025

# Objectifs principaux du DATA ACT

## IoT



Obliger les fabricants à développer des outils pour accéder aux données générées dans le cadre de l'utilisation de l'objet

## Partage des données



Ouvrir la possibilité pour les utilisateurs d'accéder aux données et de les partager avec des tiers sous leur contrôle

## Espaces communs de données



*Mandatory data sharing* : Partage de données entre entreprises « imposé » par le droit de l'UE ou législation d'un État Membre

 **Nouveau principe → l'utilisateur de l'objet connecté est le seul décisionnaire concernant l'utilisation des données générées par l'objet**

Les objets connectés doivent être conçus pour permettre l'accès aux données utilisateurs « *de manière aisée, sécurisée, sans frais, dans un format complet, structuré, couramment utilisé et lisible par machine* »

→ Adaptation technologique et juridique (contractuelle) des fabricants notamment

### Partage de données entre entreprises « imposé »

- Conditions d'accès équitables aux données
- Encadrement des contrats de partage de données
- Interdiction des clauses abusives



# Directive Network and information Security « NIS » 2



**Laurent  
BIDAULT**

Avocat Fondateur



# Les points clés de la Directive NIS 2

## Continuité de la directive NIS

Protection des acteurs économiques majeurs de l'UE (partages d'information, gestion des risques cyber, déclaration d'incidents...)

## Élargissement du champ d'application

Élargissement du champ des entités et secteurs concernés

## Autorité compétente

Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)

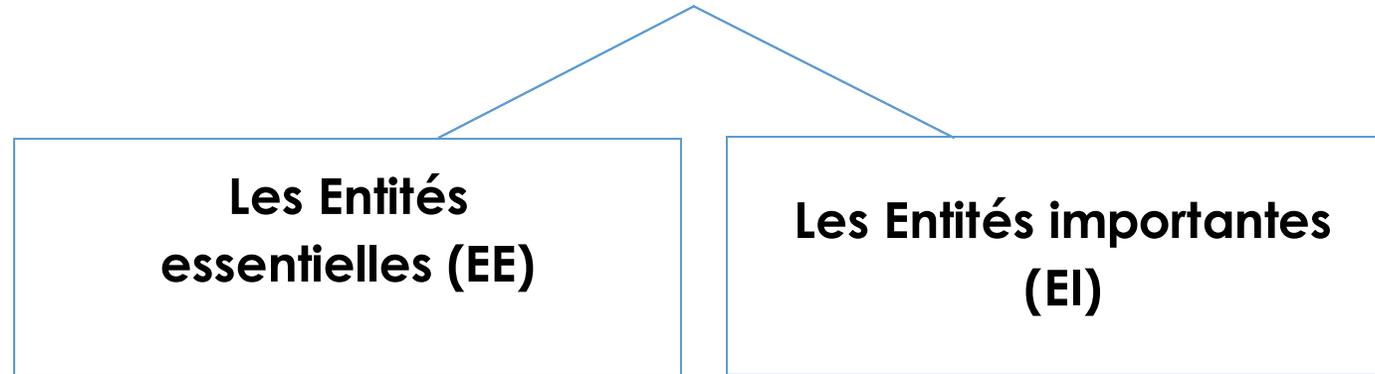
## Entrée en vigueur

Texte actuellement en discussion au Parlement (adopté en première lecture par le Sénat)



# Proportionnalité d'application de la directive

Deux catégories d'entités concernées selon le degré de criticité, de taille ou chiffre d'affaires...



- Obligations en matière de résilience (plan de gestion des risques, de continuité de l'activité, de sécurité des infrastructures).
- Coopération et échanges d'informations

# Proportionnalité d'application de la directive

## Les secteurs concernés...

### Les secteurs hautement critiques

- Les administrations publiques
- Eau potable et usée
- Énergie
- Espace
- Gestion des services Technologies de l'Information et de la Communication
- Infrastructures des marchés financiers et le secteur bancaire
- Infrastructures numériques
- Santé
- Transports

### Les autres secteurs critiques

- Fabrication, production et distribution de produits chimiques
- Fournisseurs numériques
- Gestion des déchets
- Industrie manufacturière
- Production, transformation et distribution de denrées alimentaires
- Recherche
- Services postaux et d'expédition

# Les fonds européens



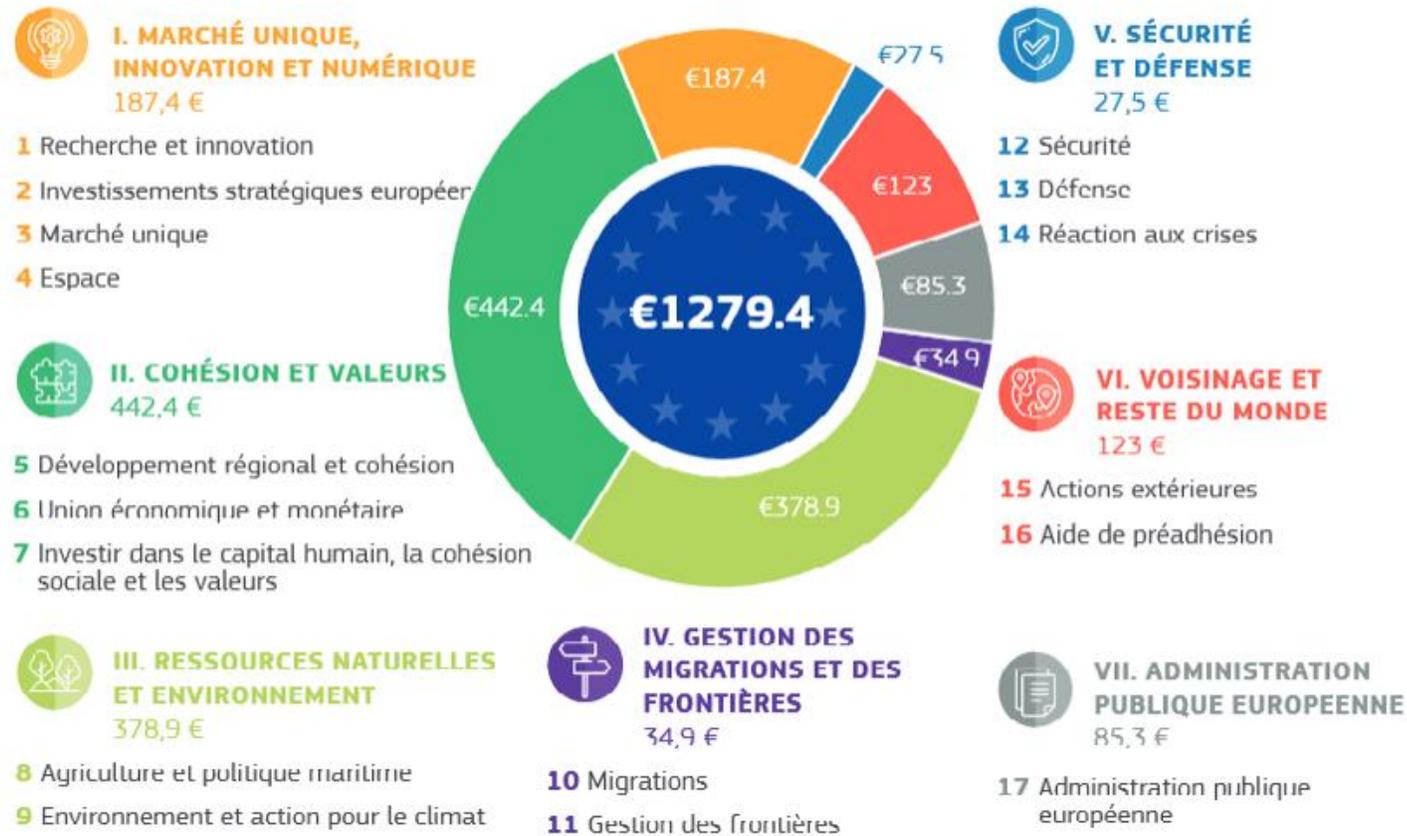
**Matthieu VITTO**

Président Associé  
d'Euro4T



# La notion de cadre financier pluriannuel (CFP)

**LE NOUVEAU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027**  
**UN BUDGET POUR UNE UNION QUI PROTÈGE, QUI DONNE LES MOYENS D'AGIR ET QUI DÉFEND**  
En milliards d'euros, prix courants



A quoi ressemble un cadre financier pluriannuel ? Voir ici l'exemple de la proposition de CFP 2021-2027 par la Commission.

La Commission envisage de présenter en juillet 2025 le prochain CFP 2028-2034, qui doit démarrer en janvier 2028.

Cela va faire l'objet d'intenses discussions sur les priorités à afficher et son financement.

# 💰 Fonds européens pour des projets de rénovation énergétique

## La politique de cohésion 2021-2027 en France



### FEDER :

2 priorités en France : Une Europe plus verte et une Europe plus intelligente

- Renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres entre ses régions
- Investir dans la recherche, le développement technologique et l'innovation
- Améliorer la compétitivité des PME
- Favoriser le développement des technologies de l'information et de la communication
- Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Source : L'Europe s'engage en France

# 💰 Fonds européens pour des projets de rénovation énergétique



## UNE EUROPE + VERTE

**l'Europe s'engage en France**

**3,4 Mds €**

**PACTE VERT**  
vers la neutralité Climatique d'ici 2050

**PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET CLIMATIQUES**

**EFFET MASSE**

**EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**  
100 000 LOGEMENTS RÉNOVÉS

**MOBILITÉS URBAINES DURABLES**  
+ 1300 KM DE PISTES CYCLABLES

**DÉCARBONER**

**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

**S'ADAPTER**

**GESTION DES RESSOURCES**  
Gestion des déchets  
économie circulaire

**3S**  
SOUVERAINETÉ  
OBRIÉTÉ  
OUTENABILITÉ

**INTELLIGENCE DES TERRITOIRES**

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES**

**SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES**

**CRISES**

**COMPLÉMENTARITÉ**

**SÉMINAIRE POLITIQUE DE COHÉSION 2021 - 2027**

@ helenepouille



# 💰 Fonds européens pour des projets d'innovation



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires



RÉGIONS  
DE FRANCE

## UNE EUROPE + INTELLIGENTE

l'Europe s'engage en France

**3,5 Mds €**

CONCENTRATIONS THÉMATIQUES

RECHERCHE ET INNOVATION

UNE EUROPE + COMPÉTITIVE + INTELLIGENTE ET DONC VERTE!

INFRASTRUCTURES

SERVICES NUMÉRIQUES RÉUSSIR LES MUTATIONS

ÉCOSYSTÈMES

COOPÉRATION

COMPÉTITIVITÉ DES PME

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES + ESPRIT D'ENTREPRENDRE

FLEXIBILITÉ

AUTONOMIE

BESOINS EN INGÉNIERIE LOCALE

SÉCURITÉ

ESS

SÉMINAIRE POLITIQUE DE COHÉSION 2021 - 2027

l @ kelanemulle



## 💰 Fonds européens pour des projets de rénovation énergétique

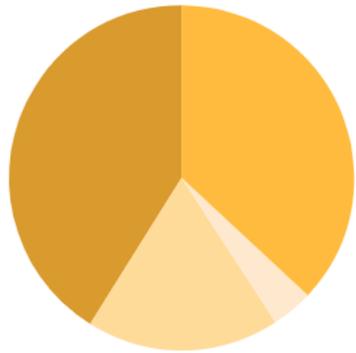
**+ de 100 milliards d'euros disponibles au titre des financements de l'UE pour soutenir les rénovations entre 2023 et 2030 :**

- ✓ Les Fonds de la politique de cohésion (**FEDER**)
- ✓ **InvestEU**,
- ✓ **Les prêts** de la Banque européenne d'investissement (BEI)
- ✓ Le sous-programme **LIFE** « Transition vers une énergie propre »
- ✓ **Horizon Europe**, le partenariat « Built for People »,
- ✓ **La facilité ELENA**,
- ✓ **Le Fonds pour la modernisation**, la facilité pour la reprise et la résilience (programmes « Renovate » et REPowerEU) dans les plans nationaux pour la reprise et la résilience.
- ✓ **Le Fonds social pour le climat** qui mobiliserait 86,7 milliards d'euros pour la période 2026-2032, les rénovations énergétiques étant l'un des deux domaines prioritaires (avec les transports) sur les mesures structurelles



# 💰 Fonds européens pour des projets d'innovation

**3,5 milliards d'euros** de FEDER pour financer la **recherche, l'innovation, le numérique** et le **développement des PME**

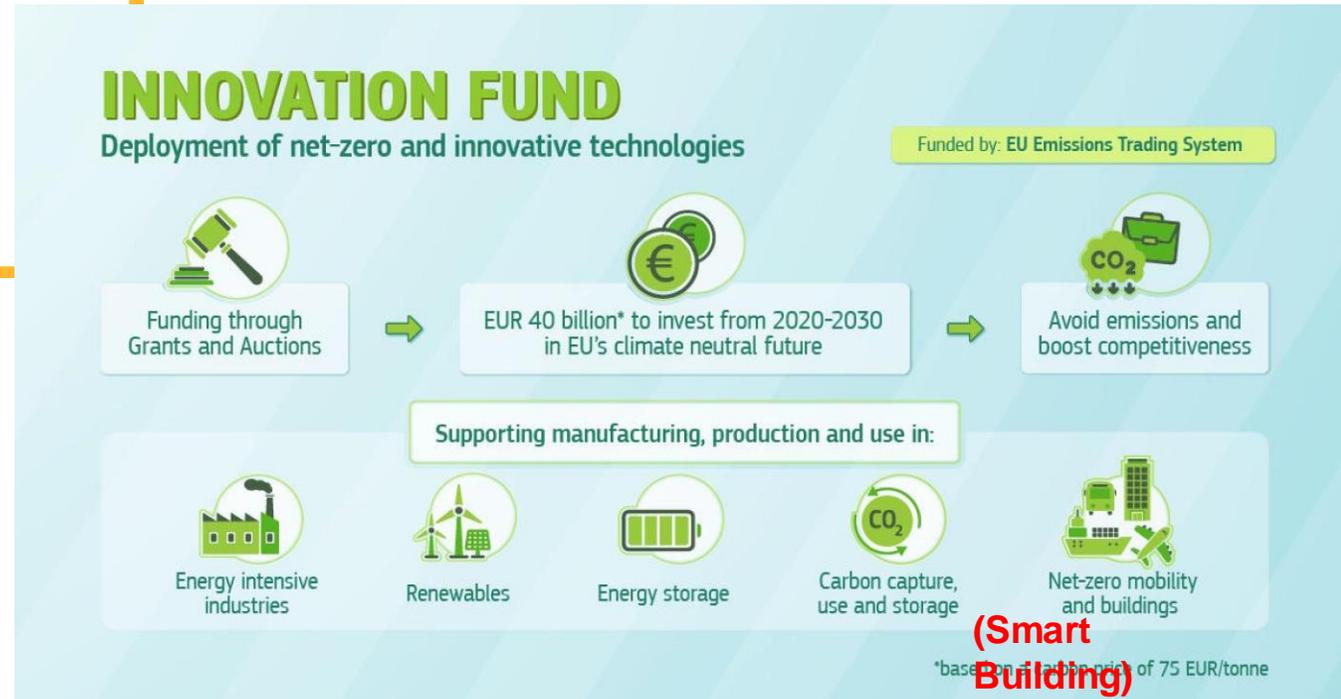


- Compétitivité des entreprises  
1 306 M€ (37%)
- Développement des compétences et de l'esprit d'entreprise  
145 M€ (4%)
- Infrastructure et services numériques  
627 M€ (18%)
- Recherche et innovation  
1 439 M€ (41%)

← Fonds gérés par les Régions, autorités de gestion du FEDER.  
**(Smart Building)**

## 2 Appel à projets en cours :

- Technologies nettes zéro (2,4 Md€) clôture le 24 avril
- Soutien de la production de batteries (1 Md€) clôture le 24 avril



## 💰 Fonds européens pour des projets d'innovation



European  
Investment Bank



**12,6 milliards d'euros investis en France en 2024** : les énergies renouvelables, l'innovation et les infrastructures sociales

3,3 milliards d'euros de prêts sur l'innovation.

2,6 milliards pour le Fonds européen d'investissement (FEI) pour les PME

(Smart  
Building)

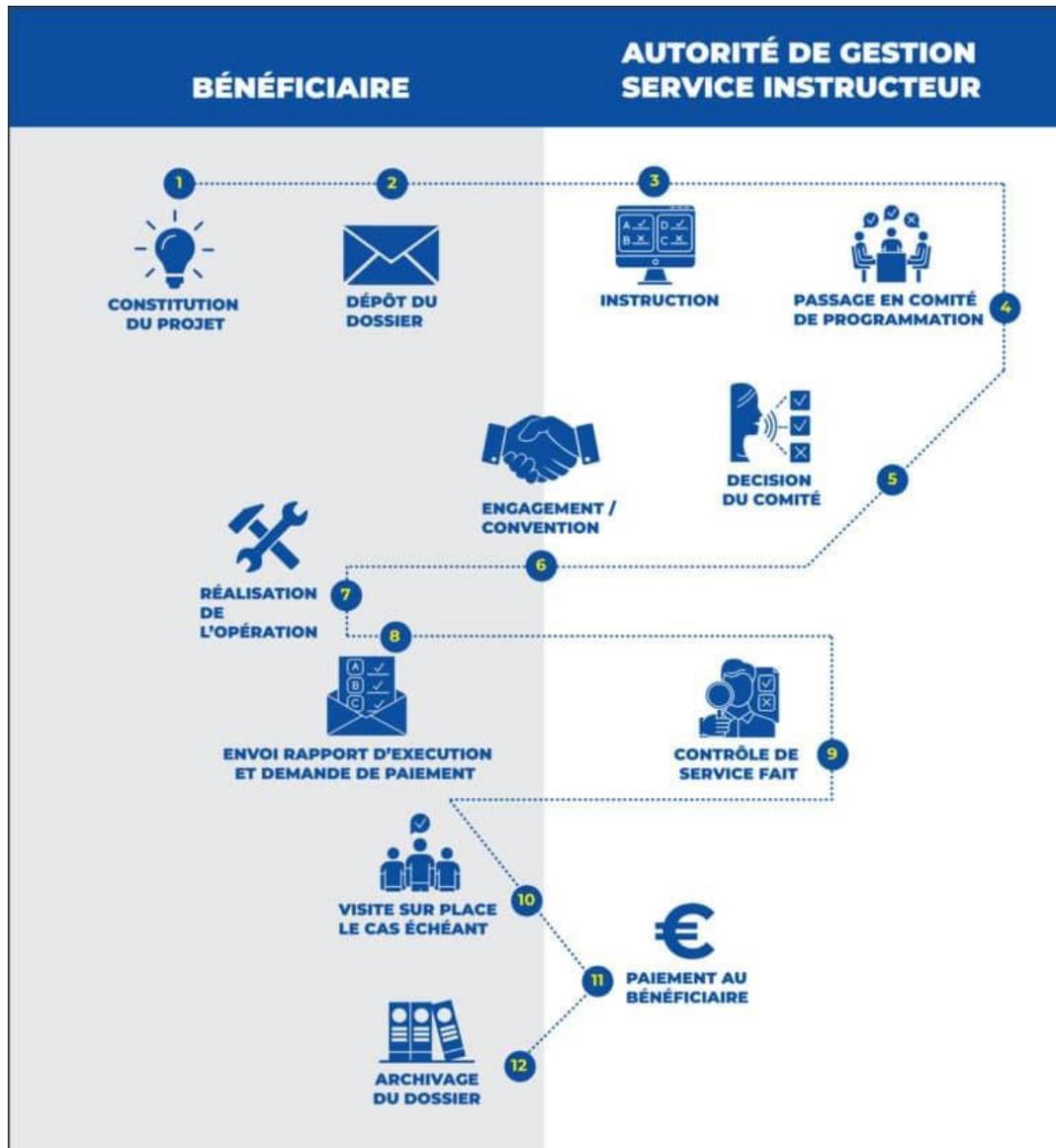
**Horizon Europe, programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation, 95,5 milliards d'euros.**

➤ Vise à renforcer la compétitivité de l'UE, soutenir l'excellence scientifique, répondre aux défis mondiaux.

**2025. 5 appels à projets dédiés aux bâtiments intelligents** sur l'optimisation de la gestion énergétique, l'intégration des énergies renouvelables et l'amélioration de la performance des infrastructures existantes.



# Le cycle de vie d'un projet européen (FEDER)



Source :  
L'Europe  
s'engage  
à Saint-  
Martin



## Un projet européen :

- Se travaille bien en amont du dépôt du dossier
- Fait partie d'une stratégie globale qui intègre les objectifs de l'UE.

## Ne pas négliger :

- ✓ Recherche de partenaires,
- ✓ Les réunions préparatoires,
- ✓ Analyse des besoins,
- ✓ Définition des activités et des responsabilités,
- ✓ Travailler le plus en amont possible sur le formulaire de candidature



**Nous répondons  
à vos questions !**



# Nous suivre... ou nous rejoindre ?



[communication@smartbuidlingsalliance.org](mailto:communication@smartbuidlingsalliance.org)



06 69 65 14 98

